



## Note de Service

DGAL/SDSPA/N2001-8044

DPEI/SDPA/N2001-4002

Date : 02 AVRIL 2001

### Classement :

Direction générale de l'alimentation  
Sous-direction de la Santé et de la  
Protection Animales

Adresse : 251, rue de Vaugirard  
75732 PARIS CEDEX 15

Référence interne : VB/ND

Dossier suivi par : V. BELLEMAIN

Direction des politiques économique et  
internationale

Sous-direction des Production Animales

Adresse : 3, rue Barbet de Jouy

75349 PARIS 07 SP

Référence interne : MLM

Dossier suivi par : M.L. MOLINIER

Date de mise en application : immédiate

Abroge et remplace : -

Date limite de réponse : -

Nombre d'annexes : 0

Degré et période de confidentialité :

**Objet :** Mise en œuvre du soutien exceptionnel à la filière bovine dans les départements d'outre-mer, dans le cadre de la mise en place des tests de dépistage de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) chez les bovins de plus de 30 mois.

**Références :** - Règlement CE n° 2777/2000 de la Commission du 18 décembre 2000 arrêtant des mesures de soutien exceptionnelles en faveur du marché de la viande bovine ;

- Règlement CE n° 820 /97 du Conseil du 21 avril 1997 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine.

**Résumé :** La présente note précise le dispositif d'application, les conditions d'exécution et les procédures retenues pour alléger le surcoût de transport des prélèvements des échantillons à analyser, dans le cadre du dépistage de l'ESB chez les bovins de plus de 30 mois abattus dans les DOM, vers les laboratoires de France métropolitaine, ainsi que pour indemniser les pertes de carcasses consécutives à un éventuel retard dans la transmission des résultats.

### Plan de Diffusion

#### Pour exécution :

MM. les Préfets des régions et départements de la  
Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion  
MM. les Directeurs de l'Agriculture et de la Forêt de la  
Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion  
MM. les Directeurs des Services vétérinaires de la  
Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion  
M. le Directeur de l'ODEADOM,  
Laboratoires Vétérinaires Départementaux  
Laboratoires Nationaux de Référence

#### Pour information :

M. le Directeur des affaires économiques, sociales et culturelles du  
secrétariat d'Etat à l'Outre-mer  
M. le Directeur de l'OFIVAL  
Mme la Directrice de l'ONILAIT  
ACOFA  
Contrôleurs Généraux des Services Vétérinaires  
Brigade Nationale d'Enquêtes Vétérinaires  
Directeurs des Ecoles Nationales Vétérinaires  
Directeur de l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires  
Directeur de l'INFOMA  
Interprofessions ARIBEV à la Réunion et AMIV à la Martinique \*  
\* Les exemplaires destinés aux interprofessions sont envoyés à leurs  
présidents par les directeurs de l'agriculture et de la forêt

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les carcasses issues de bovins de plus de 30 mois doivent, en application du règlement de la Commission CE/2777/2000, avoir été soumises à un test rapide de dépistage de l'ESB pour pouvoir être livrées à la consommation humaine.

La mise en œuvre de ces dispositions dans les DOM, du fait de l'absence de laboratoire agréé, impose d'envoyer des prélèvements en métropole, générant un surcoût.

De plus, ce délai d'acheminement, cumulé à celui de la réalisation des analyses elles-mêmes, fait que les résultats peuvent n'être connus qu'après expiration du délai maximal de conservation des carcasses. Ce retard peut être responsable de la saisie vétérinaire des carcasses jusqu'alors consignées en l'attente des résultats d'analyse.

Des dispositions financières sont arrêtées afin d'alléger le surcoût de transport des prélèvements et d'indemniser, le cas échéant, les carcasses devenues impropres à la consommation humaine consécutivement à une transmission de résultat trop tardive.

La présente circulaire a pour objet de préciser :

- le champ d'application
- les dispositions financières,
- les modalités de constitution des dossiers,
- le paiement des aides,
- les contrôles.

## **1. CHAMP D'APPLICATION**

La présente circulaire s'applique aux départements d'outre-mer.

Elle prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2001 et cesse, selon les départements, soit à la date d'agrément de laboratoires au niveau local soit, en tout état de cause, à épuisement de l'enveloppe allouée et/ou à la date du 30 juin 2001.

Le directeur de l'Office pour le Développement de l'Economie Agricole des Départements d'Outre-Mer (ODEADOM : 31 quai de Grenelle, 75738 PARIS Cedex 15), est chargé des dispositions financières de la présente circulaire.

A l'échelon local, le directeur de l'agriculture et de la forêt et le directeur des services vétérinaires assurent le suivi et le contrôle des opérations.

Les bénéficiaires des aides sont :

- pour la prise en charge du surcoût de transport des échantillons, les abattoirs ou sociétés d'abattage habilités à abattre les bovins âgés de plus de 30 mois, ou, le cas échéant, les organisations interprofessionnelles mandatées par ceux-ci dans le cadre d'un accord interprofessionnel,
- pour les carcasses saisies en cas de transmission tardive des résultats d'analyse, les propriétaires desdites carcasses.

Les animaux faisant l'objet de tests de dépistage de l'ESB doivent être identifiés conformément aux dispositions du règlement du Conseil (CE) n° 820/97 et accompagnés du passeport justifiant de leur âge et de leur origine .

## **2. DISPOSITIONS FINANCIERES**

Une enveloppe de 2.500.000 Francs est allouée à ces mesures et sera utilisée, en tant que de besoin, pour :

- d'une part, prendre en charge le surcoût de transport, forfaitairement à hauteur de 100 F (15, 25 EUR) par prélèvement transmis par l'abattoir ;
- d'autre part, indemniser forfaitairement à hauteur de 1500 F (228, 67 EUR) par animal, les propriétaires des carcasses saisies comme impropres à la consommation humaine par les services vétérinaires, en raison de leur altération résultant du délai nécessaire à l'obtention des résultats des tests ESB.

## **3. CONSTITUTION DES DOSSIERS**

### **3.1 Demandes d'aides**

Les demandes d'aides sont déposées auprès de la direction de l'agriculture et de la forêt (services vétérinaires) qui les valide :

- par les abattoirs, sociétés d'abattage ou organisations interprofessionnelles en ce qui concerne le surcoût de transport des échantillons,
- par le propriétaire de la carcasse saisie en ce qui concerne son indemnisation.

Chaque demande d'aide est impérativement accompagnée du relevé d'identité bancaire du bénéficiaire.

### **3.2 Justificatifs à fournir à l'ODEADOM**

#### **3.2.1 Indemnisation pour le transport des prélèvements vers un laboratoire métropolitain**

Le demandeur doit fournir, pour la période considérée, un tableau récapitulatif valorisé au montant de l'aide de 100 F par prélèvement, précisant ligne à ligne, pour chaque animal testé, son numéro national d'identification, son âge, son propriétaire, la date d'abattage, la date d'envoi du prélèvement et le laboratoire destinataire.

Ce tableau est signé du responsable de l'abattoir ou de la société d'abattage et visé par le directeur des services vétérinaires.

#### **3.2 Indemnisation des carcasses saisies suite à une arrivée trop tardive des résultats**

Le demandeur doit fournir, pour la période considérée, tableau récapitulatif valorisé au montant de l'aide de 1 500 F par carcasse, identifiant ligne à ligne, par propriétaire et par carcasse saisie, la date d'abattage, la date d'envoi du prélèvement (date de reçu de prise en charge de la société de messagerie) et le laboratoire destinataire, ainsi que la date de transmission du résultat du test (date d'envoi de la télécopie ou du courrier électronique).

Ce tableau est signé du responsable de l'abattoir, de la société d'abattage ou de l'organisation interprofessionnelle et visé par le directeur des services vétérinaires.

Il est accompagné, pour chacune des carcasses concernées, de la copie, attestée conforme par le directeur des services vétérinaires, du certificat de saisie sur lequel le motif de la saisie devra être mentionné.

### **3.3 Transmission des dossiers de demande d'aide**

Les dossiers de demandes d'aides sont visés par le directeur de l'agriculture et de la forêt et transmises avant le 15 du mois m+1, m étant le dernier mois de la période considérée.

La période considérée ne peut excéder trois mois civils . Elle peut donc être d'un, de deux ou de trois mois civils.

## **4. PAIEMENT DES AIDES**

### **4.1 Modalités du paiement**

L'ODEADOM s'efforce de verser les aides dans les deux mois qui suivent la réception des demandes conformes aux dispositions définies dans la présente circulaire. En cas de dossier non conforme (inexact ou incomplet), celui-ci fait l'objet d'un retour motivé pour mise en conformité auprès du directeur de l'agriculture et de la forêt.

L'aide à l'envoi des prélèvements est payée aux abattoirs, aux sociétés d'abattages, ou aux organisations interprofessionnelles mandatées par ceux-ci dans le cadre d'un accord interprofessionnel.

L'indemnité relative à la saisie des carcasses est payée au propriétaire de l'animal désigné sur les documents visés par l'état récapitulatif.

### **4.2 Information**

L'ODEADOM communique à la DAF copie des notifications de paiement des aides ainsi que des observations y afférent (modifications et réfactions éventuelles).

## **5. CONTROLES**

Le directeur de l'ODEADOM et son agent comptable sont habilités à procéder à tout contrôle qu'ils auront jugé nécessaire d'effectuer à tout moment, sur pièces et/ou sur place.

Ces aides peuvent, en outre, faire l'objet de contrôles effectués, selon les modalités qui leur sont propres, par les corps de contrôle de l'Etat chargés de vérifier l'affectation des soutiens publics.

Les bénéficiaires sont tenus de communiquer tout document justificatif qui leur serait demandé.

Les aides versées dans des conditions non conformes feront l'objet de mise en recouvrement par l'ODEADOM des montants concernés.

La Directrice Générale Adjointe

C.V.O.

Isabelle CHMITELIN

Le Sous-Directeur de l'Elevage et des Produits Animaux  
Christian BERGER